

Le combat des séropositifs pour voyager librement

Cinquante et un pays imposent des restrictions d'accès à leur territoire aux personnes vivant avec le VIH-sida.

Une attitude dénoncée à la conférence de Vienne par l'Onusida

VIENNE
De notre envoyé spécial

C'était mardi soir dans les rues de Vienne. Sans doute un des moments les plus forts de cette conférence internationale sur le sida. Des médecins, des militants associatifs, des personnes vivant avec le VIH... Plusieurs milliers de personnes unies dans une «marche pour les droits de l'homme».

«On ne peut pas lutter contre cette épidémie sans se battre pour le droit des personnes», expliquait, en tête du cortège, Augustin Dokla, président du réseau des personnes vivant avec le VIH-sida au Togo. «Dans beaucoup de pays, la discrimination contre les personnes touchées reste très forte. Pour ne pas être rejetés, beaucoup vivent leur maladie dans le plus grand secret. Certains préfèrent même renoncer à se soigner car ils ont peur qu'on découvre leur contamination s'ils vont dans tel ou tel centre de santé», ajoute Augustin Dokla.

Le sida, maladie du silence. Encore aujourd'hui, près de trente ans après le début de l'épidémie. Ici, à la conférence de Vienne, ce problème des droits des personnes est omniprésent. Comme le droit de voyager librement dans le monde. Selon l'Onusida, 51 pays, territoires ou régions imposent aujourd'hui des restrictions à l'entrée ou au séjour des personnes séropositives. «Ces pays mettent en avant deux

types d'arguments pour justifier ces restrictions», explique Deborah Glejser, porte-parole du Groupe sida Genève et membre d'un groupe de travail de l'Onusida sur ce sujet. «Certains évoquent un argument économique en disant qu'ils ne peuvent pas supporter la prise en charge de malades étrangers, ajoute-t-elle. D'autres sont dans le déni: ils affirment que l'épidémie n'existe pas chez eux et qu'il n'est pas question "d'importer" le virus sur leur sol.»

Aujourd'hui, cinq pays ou terri-

« La plupart de ces pays exigent un test de non-séropositivité à tout demandeur de visa de plus de trois mois. »

toires (Égypte, Irak, Qatar, Singapour et îles Turques-et-Caïques) refusent tout visa, même pour un court séjour, à une personne séropositive. Dans les 46 autres pays imposant des restrictions, le refus de visa concerne les séjours plus longs pour des motifs privés ou professionnels. Sur cette liste, on trouve aussi bien l'Australie, l'Inde, l'Ukraine, que la Russie ou les Émirats arabes unis. «La plupart de ces pays exigent un test de non-séropositivité à tout demandeur de visa de plus de 3 mois», explique Jean-Luc Roméro, président de l'association française Élus locaux contre le sida.

Face à ces restrictions, un certain nombre de personnes n'ont souvent pas d'autre choix que de faire de fausses déclarations et de mentir sur leur statut sérologique. «Mais si une fois dans le pays, on découvre leur séropositivité, ils courent le risque d'être expulsés sur le champ», souligne Deborah Glejser, en soulignant la nécessité d'être

très prudent. «À la douane, si on trouve leurs médicaments dans leurs bagages, on peut les remettre illico dans l'avion de retour. Et ensuite, ils sont "fichés" comme séropositifs et définitivement interdits de séjour», explique Deborah Glejser.

Pendant des années, cette responsable associative a fait des colis de médicaments à destination des États-Unis pour qu'ils soient récupérés sur place à une adresse «discrète» par des personnes obligées de vivre dans le plus grand secret. Une pratique désormais révolue pour ce pays. Depuis le 1^{er} janvier dernier, les États-Unis, en effet, ont levé les restrictions d'accès pour les porteurs du VIH. Une décision entrée en vigueur sous la présidence Obama mais prise par George Bush en juillet 2008 juste avant la conférence sur le sida de Mexico.

Cette année, deux autres pays, la Namibie et surtout la Chine, ont également annoncé la levée de restrictions identiques. «Au moment des JO de Pékin, la Chine avait déjà assoupli sa position en disant qu'elle ne demanderait pas de test aux athlètes, aux journalistes et aux personnes venues assister à la compétition», indique Deborah Glejser. Cette année, c'est à l'occasion de l'exposition universelle de Shanghai que les autorités chinoises ont annoncé la levée définitive des restrictions. C'est la preuve que les pressions internationales et surtout l'organisation de grands événements peuvent être efficaces pour faire plier les pays.»

Parfois, ces événements servent même de «monnaie d'échange». C'est ainsi grâce à la levée de ces restrictions que les États-Unis ont pu obtenir l'organisation de la prochaine conférence sur le sida dans deux ans à Washington.

PIERRE BIENVAULT